

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

2^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2025 - 2026
(JANVIER - MARS 2026)



TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE.....	PAGE	3
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	4
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	PAGE	4
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE.....	PAGE	7
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX	PAGE	7
3. FINANCES PUBLIQUES AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	9
4. SECTEUR EXTERNE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026	PAGE	10
5. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	12
6. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	13
7. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE	PAGE	14
8. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	PAGE	16
9. PERSPECTIVES.....	PAGE	18

1. VUE D'ENSEMBLE

Les récentes projections de croissance réalisées par le Fonds Monétaire International (FMI) s'alignent sur les tensions inflationnistes résultant de la perturbation de l'approvisionnement et de la commercialisation des produits pétroliers après le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient. Elles ont été ainsi revues à la baisse à 3,1 % contre 3,3 % prévues antérieurement. Ce contexte international tendu, marqué par des perturbations découlant du blocage du détroit d'Ormuz, a porté les principales banques centrales à surseoir sur le desserrement monétaire enclenché depuis septembre 2025, et à adopter une posture attentiste, considérant les poussées inflationnistes qui restent conditionnées à la durée et à l'intensité des impacts de ces tensions géopolitiques.

Au niveau national, l'augmentation des cours du pétrole à l'échelle internationale s'est ajoutée aux chocs internes qui continuent d'entraver les efforts de relance économique initiés par les autorités publiques. La poursuite des déplacements de la population en raison des foyers de tensions dans certaines régions participe à la paupérisation des couches les plus vulnérables dans un contexte où le niveau d'insécurité alimentaire demeure préoccupant. Par ailleurs, avec la révision des prix à la pompe en Haïti dont la mise en vigueur a été prévue pour le début d'avril, la tendance désinflationniste observée depuis novembre 2025 risque de s'inverser en raison du caractère transversal des produits pétroliers, de leur poids considérable dans les importations haïtiennes et des potentiels effets induits sur la volatilité du taux de change.

Dans ce contexte empreint d'incertitudes, la BRH réaffirme son engagement à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour mitiger les impacts éventuels de cet environnement adverse sur les activités économiques. Les décisions des autorités monétaires resteront en ligne avec les objectifs prioritaires de la Banque centrale tels que la stabilité macroéconomique et financière. En ce sens, elle poursuivra sa politique de reprise systématique des excédents de liquidité en vue de contenir les pressions inflationnistes. De même, la BRH procèdera à des interventions ciblées sur le marché des changes en vue d'atténuer les effets potentiels des évolutions récentes sur la fluctuation du taux de change. En outre, dans la perspective de soutenir la reprise de l'activité économique, la Banque centrale entend maintenir sa politique d'accompagnement des initiatives génératrices de richesse, en adoptant, au moment opportun, l'ensemble des dispositions compatibles avec son mandat institutionnel et susceptibles de favoriser le redressement progressif de l'économie nationale.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

L'environnement macroéconomique mondial continue de subir les contrecoups de la fragmentation géopolitique exacerbée par le conflit opposant les États-Unis et Israël à l'Iran. Cette guerre, débutée le 28 février 2026, a entraîné un renversement de l'équilibre mondial caractérisé par une augmentation des prix et une détérioration des anticipations économiques à l'échelle internationale à la suite du blocage du détroit d'Ormuz¹. La volatilité des principaux marchés financiers et celle des prix des produits de base conjuguées aux incertitudes entourant les tensions irano-américaines ont porté le Fonds Monétaire International (FMI) à réviser à la baisse ses projections de croissance. Suivant les dernières perspectives publiées en avril 2026, le PIB mondial devrait croître de 3,1 % contre 3,3 % prévu antérieurement. De même, les autorités monétaires dans les principales économies ont décidé d'adopter un comportement attentiste en regard à la conduite de leur politique monétaire en raison des perturbations globales qui entravent la dynamique des activités économiques.

Par ailleurs, l'économie américaine est demeurée résiliente en dépit du choc lié à la guerre irano-américaine et aux tensions énergétiques y afférentes. Selon les estimations publiées le 30 avril 2026, la croissance économique aux États-Unis s'est chiffrée à 2 % en rythme annualisé sur l'intervalle allant de janvier à mars 2026, après 0,5 % au trimestre précédent, sous l'effet du rebond des dépenses fédérales (+9,3 % contre -16,6 % au trimestre passé) et de la poursuite des investissements dans les technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle. Ces facteurs ont permis de contrebalancer les incidences inflationnistes liées à la hausse des prix des produits pétroliers². En effet, l'inflation a augmenté de 60 points de base par rapport à décembre 2025 pour atteindre 3,3 % en mars 2026, en lien avec le renchérissement des produits pétroliers. Dans ce contexte d'incertitude et compte tenu d'un marché du travail globalement stable (taux de chômage à 4,3 % en mars 2026), la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu inchangée sa fourchette cible de taux directeurs à 3,50 % - 3,75 %.

Sur la période considérée, la Zone Euro, fortement dépendante des importations de produits pétroliers, a été plus fortement impactée par la récente hausse des prix mondiaux de l'énergie^{3,4}. L'escalade de la guerre au Moyen-Orient s'est manifestée par

1 *Le détroit d'Ormuz permet le passage de 20 % du trafic maritime mondial des produits énergétiques (20 millions de barils par jour), d'un cinquième du gaz naturel liquéfié (GNL) et jusqu'à 30 % des engrais commercialisés.*

2 *Considérés par rapport à l'année passée, les investissements américains en équipement informatique ont crû 43,4 % en variation trimestrielle, ceux en logiciels de 26,1 % et ceux liés à la construction de centres de données de 22,1 %. Source : www.desjardins.com*

3 *La Zone Euro comprend, depuis le premier janvier 2026, 21 pays-membres à la suite de l'intégration de la Bulgarie dans l'union monétaire.*

4 *Le pétrole représente une part importante de l'énergie consommée dans l'UE qui importe la quasi-totalité de son pétrole brut (environ 97 % en 2024) : Source : www.consilium.europa.eu*

une intensification des pressions inflationnistes au niveau de cette zone monétaire. L'inflation, établie à 2,6 % à la fin du trimestre sous-étude, indique une accélération de 70 points de base du rythme de variation des prix dans cette zone par rapport à décembre 2025, consécutivement à la hausse de 5,1 % des prix de l'énergie. De plus, le ralentissement de la croissance entre janvier et mars 2026 (0,1 % contre 0,2 % au trimestre passé) est principalement tributaire du recul de la consommation et de l'offre limitée d'énergie essentielle pour les grandes économies du bloc monétaire, après l'éclatement de la guerre au Moyen-Orient. Le désalignement de la dynamique des prix au niveau de la Zone Euro par rapport à la cible de la Banque Centrale Européenne (BCE) a porté les autorités monétaires à garder inchangé le taux de facilité de dépôt à 2 % lors de sa réunion de mars 2026.

Par ailleurs, selon les projections actualisées de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance de cette région devrait s'établir à 2,2 % en 2026, contre 2,3 % estimés en décembre 2025. Cette révision reflète l'hétérogénéité des performances au sein de cette zone, dans un contexte marqué notamment par les contractions du PIB attendues en Jamaïque (-1 %), en Haïti (-1,4 %) et à Cuba (-6,5 %). Le ralentissement de la consommation privée, la faiblesse de l'investissement et la hausse des coûts de production liée au renchérissement du pétrole devraient continuer de peser sur l'activité économique. Dans ce contexte, la plupart des banques centrales de la région ont décidé de garder une posture prudente en laissant leurs taux directeurs inchangés. En revanche, en République dominicaine, la croissance du PIB a été projetée à 4 % en 2026. Compte tenu de la reprise graduelle de l'activité et du maintien des anticipations d'inflation qui restent ancrées à l'objectif compris dans l'intervalle 4,0 % ± 1,0 % (taux d'inflation à 4,63 % en mars 2026), la BCRD a gardé la même posture monétaire, son taux de refinancement demeurant à 5,25 % à la fin du trimestre sous revue.

S'agissant de la progression des prix des produits de base sur le marché international, le déclenchement du conflit au Moyen-Orient le 28 février 2026 a provoqué une perturbation majeure des circuits d'approvisionnement et de commercialisation des matières premières. Le blocage du détroit d'Ormuz, point de passage stratégique pour le pétrole, le gaz naturel et les engrais, a conduit à un renchérissement de ces produits à l'échelle internationale. Après le repli des cours des produits pétroliers constaté en décembre 2025, ces derniers ont enregistré une forte augmentation en mars 2026, évoluant en moyenne autour de 100 dollars ÉU le baril. Comparativement à la fin du trimestre précédent, le prix du baril du Brent a progressé de 65,32 % à 103,69 dollars ÉU et celui du West Texas Intermediate (WTI) de 57,34 % à 91,16 dollars ÉU⁵. Par ailleurs, sous l'effet de la flambée des coûts de l'énergie, les prix des produits alimentaires ont poursuivi leur hausse sur deux mois consécutifs au cours du trimestre. Ainsi, l'indice FAO a progressé de 3,4 % sur une base trimestrielle, pour s'établir à 128,5 en mars 2026.

5 Les États-Unis ont accordé, le 5 mars 2026, une dérogation temporaire de 30 jours autorisant les raffineurs indiens à acheter du pétrole russe, dans le but de maintenir la fluidité de l'approvisionnement mondial et contenir l'évolution des cours. Source : www.euronews.com

De même, il convient de rappeler que les 32 pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont décidé, le 11 mars 2026, de libérer 400 millions de barils de pétrole de leurs réserves stratégiques afin de calmer les marchés et compenser les ruptures d'approvisionnement dues aux tensions au Moyen-Orient et au blocage du détroit d'Ormuz. Source : www.eia.gov

Tableau 1

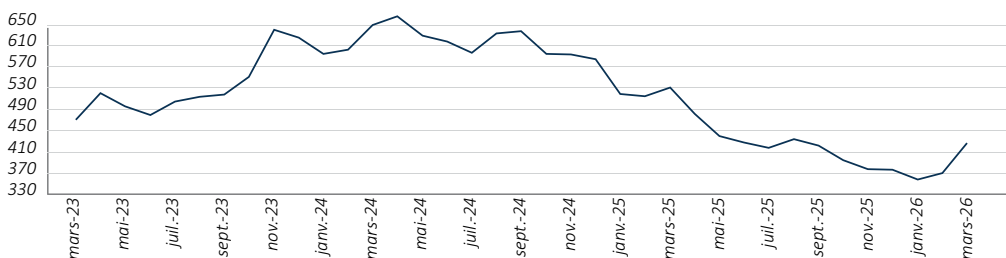
Indicateurs macroéconomiques par région et pays

Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance pour 2026 *	Taux d'inflation**	Taux de chômage*	Taux directeur
États-Unis	2,3 %	3,3 %	4,3 %	3,50%-3,75 %
Zone Euro	1,1 %	2,6 %	6,2 %	2 %
République Dominicaine	3,7 %	4,63 %	4,4 %***	5,25 %

Source : * FMI – World Economic Outlook (Avril 2026) | ** Sources : BLS / Fed / Eurostat / BCE / BCRD (Mars 2026) | *** Sources : BLS, Eurostat, BCRD | (Février 2026)

Graphique 1

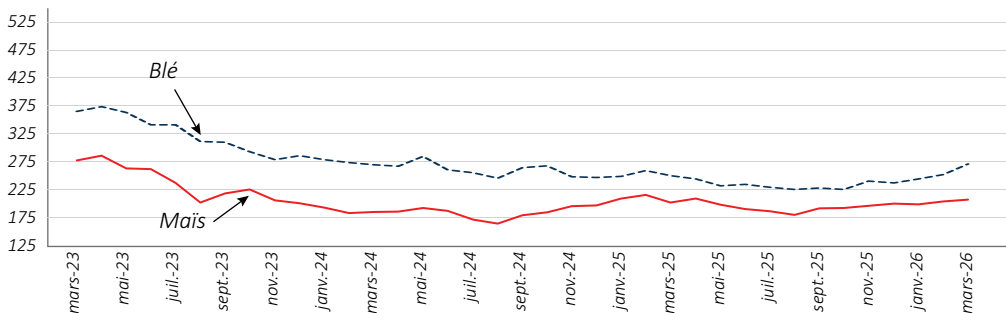
Prix du riz en dollar ÉU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 2

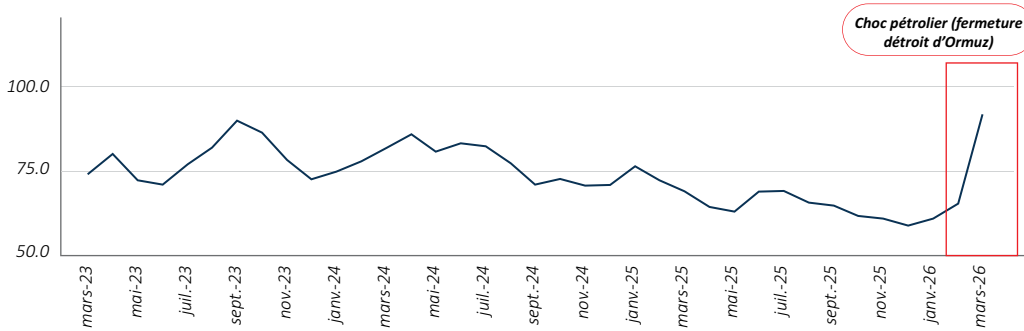
Prix du blé et du maïs en dollar ÉU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 3

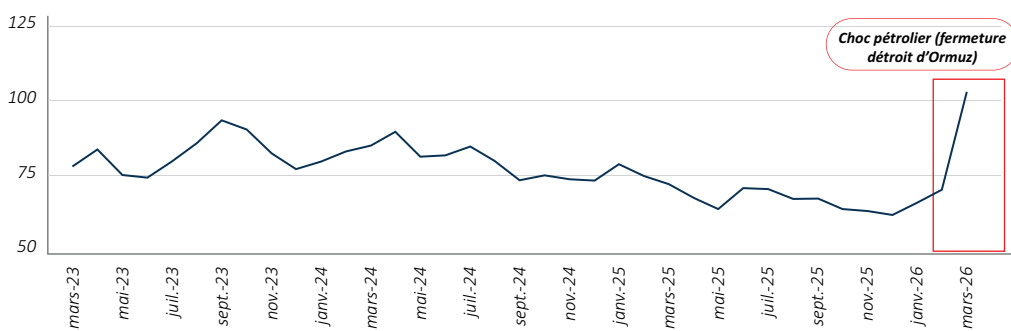
Prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) en dollar EU



Sources : www.eia.gov/Indexamundi

Graphique 4

Prix du baril du Brent en dollar EU



Sources : www.eia.gov/Indexamundi

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

Au deuxième trimestre de l'exercice 2025-2026, la dynamique économique en Haïti s'est inscrite dans le prolongement de l'atonie traduite par l'évolution de l'Indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) du premier trimestre de l'exercice fiscal 2026. Selon le dernier bulletin de l'ICAE publié par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), tous les secteurs économiques ont pâti des conditions adverses qui continuent d'entraver le fonctionnement de l'appareil productif national. Dans ce contexte, l'activité économique s'est repliée de 1,1 % sur le premier trimestre de l'exercice fiscal et reflète la contre-performance des secteurs primaire (-4 %), secondaire (-2,3 %) et tertiaire (-0,3 %).

Par ailleurs, les foyers de tensions, provoquant le déplacement continu des personnes à l'intérieur du pays notamment dans les principales zones de production, ont accentué la vulnérabilité structurelle de l'appareil productif et contribué à l'aggravation

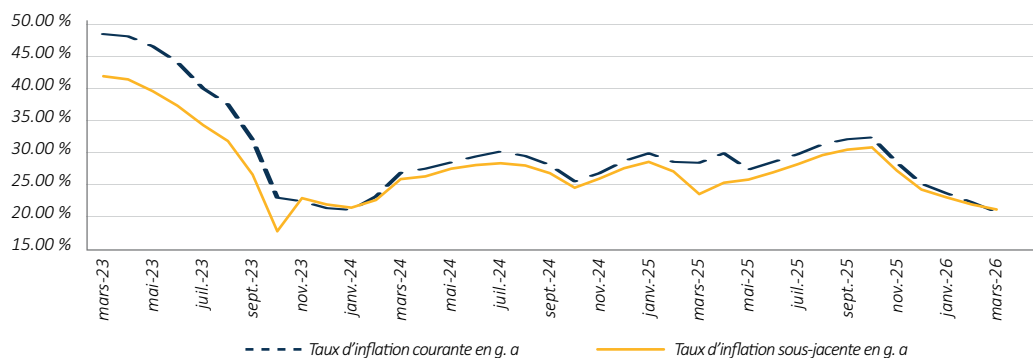
de l'insécurité alimentaire. En effet, les données publiées au 24 février 2026 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) indiquent une augmentation estimée à près de 1,45 million du nombre de personnes déplacées, principalement dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Centre.

Cette situation a entraîné une érosion des sources de revenus des ménages les plus vulnérables, en particulier des travailleurs agricoles, avec comme incidence directe une détérioration de leurs conditions de vie. Selon l'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë datant du 16 avril 2026, près de 5,83 millions de personnes, soit 52 % de la population analysée, sont susceptibles d'être classifiés en Phase 3 ou plus de l'IPC, entre mars et juin 2026, dont 16 % en insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Néanmoins, l'atténuation des contraintes observées antérieurement, conjuguée au renforcement de la politique d'assèchement des liquidités excédentaires du système bancaire mise en œuvre par la BRH, a contribué à maintenir la décélération des prix constatée depuis novembre 2025.

En effet, à la suite de l'augmentation des prix des produits pétroliers sur le marché international découlant des tensions géopolitiques irano-américaines, le gouvernement haïtien a décidé, le 31 mars 2026, de réviser à la hausse les prix à la pompe sur tout le territoire du pays. Aussi, le prix du gallon de gazoline s'est-il fixé à 725 gourdes (+29,46 %), celui du diesel (gasoil) à 850 gourdes (+37,10 %), et celui du kérosène à 845 gourdes (+37,39 %). Ainsi, bien que l'inflation encore élevée continue d'éroder le pouvoir d'achat des ménages, la tendance à la désinflation s'est poursuivie en mars 2026, le taux d'inflation annuel s'inscrivant à 20,6 % contre 25 % en décembre 2025.

Graphique 5

Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente (en glissement annuel, en %)



Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Information (IHSI)

3. FINANCES PUBLIQUES AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

La conjoncture délétère persistante a contraint les efforts de perception des administrations fiscales. Conséquemment, les taxes et impôts collectés par l'État haïtien au cours du deuxième trimestre 2025-2026 n'ont crû que de 1,2 % par rapport au trimestre précédent. Durant cette période, les ressources totales mobilisées se sont établies à 102 806,62 MG, dont 54 778,49 MG au titre des recettes fiscales. Les autres ressources chiffrées à 48 028,13 MG proviennent majoritairement des émissions de billets de trésorerie, dont l'encours a atteint 40 978,77 MG.

Par ailleurs, les dépenses publiques ont affiché une tendance baissière, soit un repli de 25,6 %. Ces dépenses se sont portées à 61 308,26 MG sur la période sous revue et représentent près de 54 % des décaissements totaux de l'État (113 796,97 MG). Les besoins de financement de l'État, excédant sa capacité de mobilisation de recettes, ont résulté, au 31 mars 2026, en un solde global déficitaire, lequel a été partiellement financé par les avances de la BRH à hauteur de 19 133,7 MG.

Tableau 2	Évolution des finances publiques (en MG)			
	2 ^e trim 2025	1 ^{er} trim 2026	2 ^e trim 2026	Exercice 2025-2026
Recettes fiscales	49,789.01	54,136.39	54,778.49	108,914.87
Autres ressources	37,985.44	84,515.93	48,028.13	132,544.06
Emiss. nettes Bons du TP	33,910.76	77,101.95	40,978.77	118,080.72
Ressources totales	87,774.45	138,652.32	102,806.62	241,458.94
Dépenses budgétaires	45,860.68	82,370.60	61,308.26	143,678.86
Autres décaissements	37,737.00	55,063.59	52,488.71	107,552.30
Certificats de Trésorerie et autres	37,532.00	53,235.96	51,984.79	105,220.75
Décaissement totaux	83,597.68	137,434.19	113,796.97	251,231.15

Sources : MEF/DCC_BRH

4. SECTEUR EXTERNE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Au cours du trimestre allant de janvier à mars 2026, le déficit du solde des biens et services a connu une amélioration de 2,9 % par rapport au trimestre passé, mais s'est creusé de 3,7 % en rythme annuel. Cette augmentation du déficit en variation annuelle est due à la hausse soutenue des importations de biens et services qui a contrebalancé l'effet positif de la progression des exportations. En effet, en dépit d'une contre-performance des industries textiles, les exportations de biens et services ont augmenté 46,8 %, totalisant 160,83 millions de dollars ÉU sur la période sous revue. Cette performance a été principalement tirée par la vente de beurre et de boissons (alcooliques et énergisantes). Parallèlement, les importations de biens et services ont progressé de 8 % pour se porter à 1 197,99 millions de dollars ÉU impulsées par celles des produits alimentaires, des combustibles et minéraux (produits pétroliers), ainsi que celles des machines et matériels de transport. Cette évolution combinée s'est traduite par une aggravation du déficit commercial, lequel s'est établi à 1 037,16 millions de dollars ÉU sur l'intervalle sous-étude.

Parallèlement, le dynamisme des transferts sans contrepartie reçus de l'étranger et les mesures prises par la Banque centrale pour soutenir l'offre de devises sur le marché ont contribué au maintien de la relative stabilité de la gourde par rapport au dollar américain. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026, les remises migratoires ont crû de 1,9 % (à 1 269,26 millions de dollars ÉU) par rapport au trimestre précédent. Sur l'ensemble du premier semestre 2026, elles se sont élevées à 2 515,13 millions de dollars ÉU, accusant une progression annuelle de 15,87 %. L'accroissement de l'offre de devises qui s'en est suivi, conjugué aux interventions de la Banque centrale sur le marché des changes, a contribué à maintenir le taux de change dans une fourchette oscillant entre 130 et 131 gourdes pour un dollar américain. Ainsi, au 31 mars 2026, le taux de référence de la BRH s'établissait à 130,7034 gourdes pour un dollar américain, en légère hausse de 0,06 % par rapport à décembre 2025.

Graphique 6

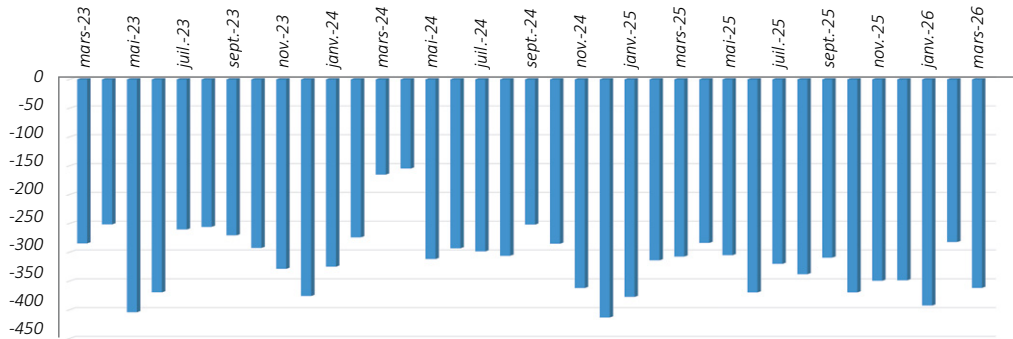
Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

Graphique 7

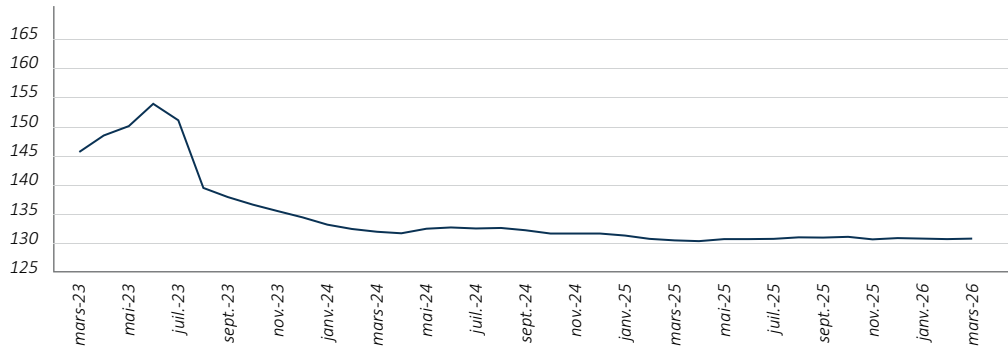
Balance commerciale (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

Graphique 8

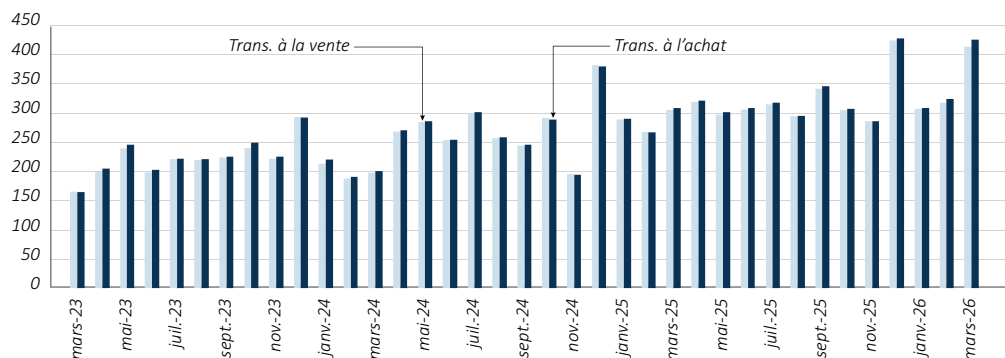
Taux de change nominal de fin de période (HTG/USD)



Source : BRH

Graphique 9

Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

5. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2026, la BRH a maintenu une politique monétaire prudente dans un environnement empreint d'incertitudes, marqué par des tensions géopolitiques croissantes de nature à compromettre les efforts de stabilisation macroéconomique au niveau national. Ainsi, elle a assuré une gestion rigoureuse de la liquidité bancaire à travers les émissions de bons BRH tout en gardant ses principaux instruments conventionnels, notamment les taux directeurs et les coefficients de réserves obligatoires, à leur niveau d'août 2022.

En effet, les coefficients de réserves obligatoires sur les passifs libellés en gourdes et en devises étrangères ont été maintenus respectivement à 40 % et 53 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM), et 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL). De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH sont demeurés inchangés, s'établissant à 6 %, 8 % et 11,5 % pour des maturités respectives de 7, 28 et 91 jours. Pour ce qui concerne l'encours de ces titres, il s'est inscrit à 17 055 MG au 31 mars 2026 contre 10 800 MG à fin décembre 2025, ce qui témoigne de l'intensification des opérations d'absorption de liquidité. Par ailleurs, les conditions applicables aux opérations de mise en pension sont restées stables, avec des taux fixés à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du Trésor.

Sur le marché des changes, l'offre de devises continue de bénéficier de la résilience des transferts de la diaspora malgré le durcissement des politiques migratoires au niveau international. Dans ce cadre, la BRH a accru ses interventions nettes à l'achat, lesquelles ont atteint 74,24 millions de dollars américains sur la période. Ces opérations ont concouru, non seulement, au renforcement des réserves internationales, dont le niveau brut permet de couvrir plus de sept mois d'importations, mais aussi au maintien d'une relative stabilité du taux de change. Par ailleurs, les souscriptions aux obligations BRH se sont inscrites en hausse sur une base trimestrielle, portant l'encours global à 10 509,11 MG au 31 mars 2026.

6. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Au deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2026, les données disponibles font état d'une évolution modérée des indicateurs monétaires après les tensions saisonnières observées en fin d'année 2025. En effet, la base monétaire au sens restreint a augmenté de 1,17 % par rapport à décembre 2025, après une hausse marquée de 10,85 % au trimestre précédent. La monnaie en circulation en particulier n'a crû que de 1,22 % contre une hausse de 14,40 % au premier trimestre, alors que les réserves en gourdes des banques ont peu varié sur la période (+1,08 % contre +6,03 %). De son côté, la base monétaire au sens large a poursuivi sa progression, s'établissant à 3,98 % contre 3,69 % en décembre 2025, le rythme de croissance des dépôts en dollars des banques à la BRH ayant accéléré à 4,40 %. L'accroissement de la monnaie centrale est principalement attribuable à l'augmentation des créances nettes de la BRH sur l'État, lesquelles ont progressé de 7,54 % sous l'effet de l'intensification des pressions budgétaires. Parallèlement, les avoirs extérieurs nets de la Banque centrale ont enregistré un ralentissement de leur rythme d'accroissement, passant de 5,98 % en décembre 2025 à 4,96 % en mars 2026.

S'agissant des agrégats monétaires, les données provisoires au 31 mars 2026 indiquent une décélération de la croissance trimestrielle de M3 à 2 % contre 4,84 % en décembre 2025. Cette évolution a été observée malgré la poursuite de l'expansion des dépôts en dollars dont la variation s'est inscrite à +4,2 % après +1,78 % au trimestre antérieur, laquelle coïncide avec une dynamique soutenue des transferts privés sans contrepartie. Les agrégats M2 et M1 ont, pour leur part, enregistré des contractions respectives de 0,08 % et 0,31 %, les dépôts en gourdes ayant régressé de 1,15 % au cours de la période sous revue.

L'évolution de la masse monétaire au sens large reflète le ralentissement du rythme de progression du crédit intérieur net, lequel est passé de 6,60 % à 0,86 %, alors que les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont accrus de 5,06 %. Compte tenu du moindre dynamisme des émissions de bons du trésor, les créances nettes sur le secteur public ont accusé une croissance moins prononcée qu'en décembre, variant de 2,09 % contre 10,90 % un trimestre plus tôt. Parallèlement, les créances nettes sur le secteur privé ont poursuivi leur contraction (-1,56 %), dans un contexte de dégradation persistante de l'environnement des affaires.

7. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

Les données disponibles au deuxième trimestre de l'exercice 2025-2026 témoignent de la résilience du système bancaire, en dépit d'une évolution contrastée des indicateurs de performance dans un contexte de crise sociopolitique. L'actif total a augmenté de 2,5 % pour atteindre 743 871,30 MG au 31 mars 2026. Cette progression s'explique par la hausse des « Bons BRH » (+50 %), des « Avoirs à l'étranger » (+16,6 %), de l'« Encaisse » (+10,9 %), des « Autres actifs » (+9,9 %) et des « Avoirs à la BRH » (+3,4 %).

Du côté des ressources, les dépôts totaux se sont établis à 611 444,16 MG au 31 mars 2026, soit une hausse trimestrielle de 3,3 %. Cette progression a été impulsée par la croissance concomitante des dépôts à vue (+3,3 %), d'épargne (+3,1 %) et à terme (+3,6 %). Néanmoins, dans un environnement macroéconomique incertain, le portefeuille brut de crédits s'est replié de 19 % en variation trimestrielle pour se porter à 123 028,33 MG. Conséquemment, le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », indicateur du niveau d'intermédiation bancaire, a légèrement reculé à 20,1 %, contre 21,18 % au trimestre précédent.

Au cours du deuxième trimestre 2025-2026, le système bancaire a enregistré un produit net bancaire (PNB) de 10 491,14 MG, en hausse de 3,9 % sur une base trimestrielle. Cette amélioration tient à l'évolution des « Autres revenus » (+2,10 %) et des « Revenus nets d'intérêt » (+5,23 %). Nonobstant ce climat d'affaires peu favorable, les banques ont dégagé un bénéfice net de 2 561,73 MG (+7,7 %), malgré l'augmentation de 2,9 % des dépenses d'exploitation.

L'analyse de la structure financière du système fait ressortir une évolution contrastée des principaux ratios. Le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » est passé de 8,68 % au trimestre précédent à 8,50 % au 31 mars 2026. En revanche, le ratio « Dépôts totaux en pourcentage de l'actif total » s'est établi à 82,20 %, contre 81,62 % au trimestre précédent.

Le maintien des mesures de soutien de la BRH en faveur des débiteurs, notamment la prolongation du moratoire sur les prêts admissibles Circulaire 115-7, a contribué à améliorer la qualité de l'actif. Le ratio des « Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts » s'est établi à 8,44 % au 31 mars 2026, contre 8,77 % au trimestre précédent. Parallèlement, les banques ont renforcé leur couverture au risque de crédit, tel qu'indiqué par le ratio des « Provisions pour créances douteuses » qui a augmenté de 69 points de base à 102,57 % au 31 mars 2026.

Nonobstant les effets défavorables du climat d'insécurité sur la rentabilité bancaire au cours de la période précédente, les indicateurs de rendement se sont améliorés au deuxième trimestre 2026. Le rendement de l'actif (ROA) s'est établi à 1,39 %, contre

1,33 % au trimestre antérieur. De même, le rendement des avoirs des actionnaires (ROE) a progressé de 83 points de base pour atteindre 16,24 % entre janvier et mars 2026.

Tableau 3

Ratios clés du système bancaire au 31 mars 2026

Ratios clés du système bancaire	Au 31 mars 2026	Au 31 décembre 2025
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	102,57 %	101,88 %
Prêts en pourcentage des prêts bruts	8,44 %	8,77 %
Rendement moyen des prêts productifs	11,83%	11,83%
Ratios de rentabilité bancaire	Deuxième trimestre 2026	Premier trimestre 2026
ROA	1,39 %	1,33 %
ROE	16,24%	15,41%
Niveau de dollarisation du système	Au 31 mars 2026	Au 31 décembre 2025
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	64,46 %	64,03 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	61,35 %	61,21 %

Source : DSBIF/BRH

En ce qui a trait aux taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes, ceux sur les dépôts à terme (DAT) sont passés de 3,56 % au 31 décembre 2025 à 4,25 % au 31 mars 2026, tandis que les taux moyens sur les crédits sont restés inchangés à 17 % à la fin du trimestre sous-étude. De l'évolution des taux débiteurs et créditeurs, il s'en est résulté une diminution du spread bancaire à 12,75 points de pourcentage, contre 13,44 points de pourcentage au trimestre passé.

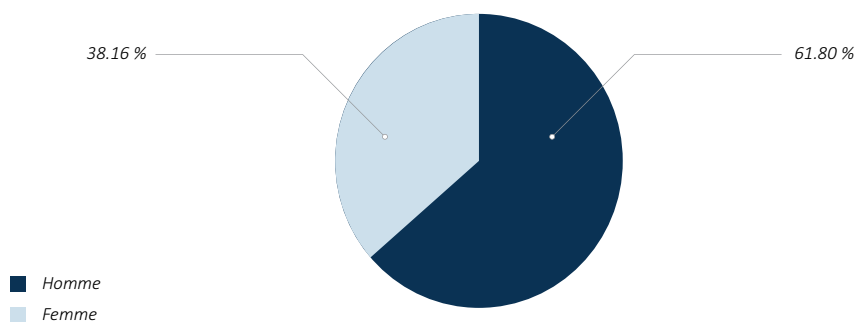
S'agissant des opérations en dollars ÉU, le taux d'intérêt moyen sur les DAT a diminué de 22 points de base, pour se porter à 1,28 % au 31 mars 2026. Parallèlement, le taux débiteur moyen a augmenté de 1,50 point de pourcentage à 11,50 % sur l'intervalle sous-étude, ce qui induit un creusement du spread bancaire de 10,22 points de pourcentage.

8. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Les conditions adverses non propices aux investissements ont limité l'offre et la demande de crédit dans l'économie. Selon les informations collectées par le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale au 31 mars 2026, l'allocation des ressources captées par le système financier indique une légère contraction du nombre de crédits accordés, soit 77 809 contre 78 345 un trimestre auparavant. Des 239 300,71 MG du portefeuille de crédits alloué sur la période sous revue, 67,20 % ont été attribués à des personnes physiques et 32,80 % à des personnes morales. De plus, la distribution du crédit continue de favoriser les hommes qui ont eu accès respectivement à 61,80 % et 76,16 % du total des crédits en gourdes et en dollars ÉU, contre 38,16 % et 23,84 % pour les femmes.

Graphique 10

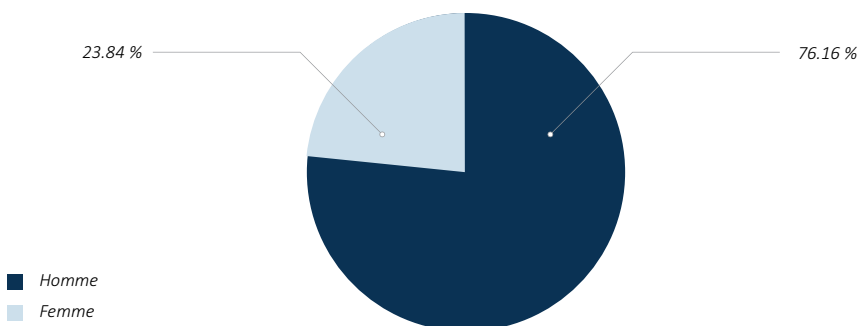
Répartition des crédits (en gourdes) accordés selon le genre



Source : BIC/BRH

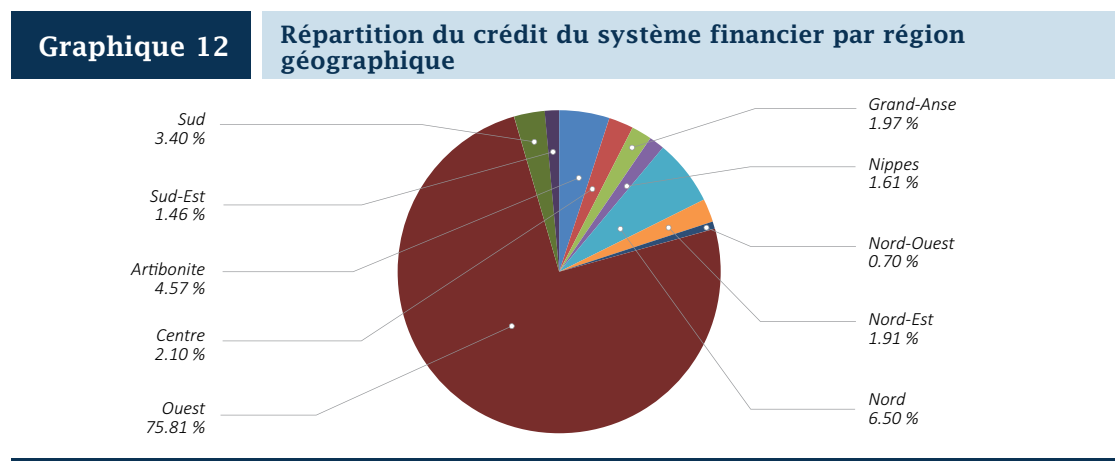
Graphique 11

Répartition des crédits (en dollars ÉU) accordés selon le genre



Source : BIC/BRH

Comparativement au trimestre précédent, la répartition par région géographique des crédits attribués par le système financier est restée quasiment inchangée et s’aligne suivant le niveau d’activité dans les différents départements du pays. Conséquemment, le département de l’Ouest continue d’occuper la première place, profitant de plus de 75,81 % du total des prêts octroyés sur le trimestre sous revue. Les départements du Nord (6,56 %), de l’Artibonite (4,57 %) et du Sud (3,40 %) viennent en deuxième, troisième et quatrième position. Par ailleurs, le portefeuille de prêts alloué à chacun des autres départements tourne autour de 1 à 2 % du total des crédits accordés par le système, alors que le Nord-Ouest n’en a bénéficié que de 0,70 %.



Source : BIC/BRH

9. PERSPECTIVES

La dynamique économique en Haïti reste tributaire des chocs multiples liés à la précarité de la situation sécuritaire à l'échelle nationale et aux éventuelles retombées de l'escalade de la guerre au Moyen-Orient. Dans un contexte marqué par les perturbations du marché pétrolier mondial, l'ajustement des prix à la pompe décidé par le gouvernement haïtien, bien que revu en légère baisse après la période sous-étude, soit le 8 mai 2026, pourrait accentuer les pressions inflationnistes, considérant les incidences directes de la hausse des prix du transport dans la formation de ceux des autres biens et services. De plus, les incertitudes entourant l'évolution des tensions au Moyen-Orient, en augmentant la facture d'importation de l'économie haïtienne, risquent de se traduire par une augmentation des pressions sur le marché des changes. Néanmoins, la récente révision du salaire minimum fixé à 1 000 gourdes par jour pour les ouvriers de la branche de la sous-traitance ainsi que l'enveloppe de 625 millions de gourdes mobilisée par l'État haïtien pour soutenir ces derniers durant les cinq (5) prochains mois de l'exercice fiscal en cours, constituent des éléments permettant de compenser partiellement les impacts de ces facteurs négatifs qui entretiennent l'insécurité alimentaire dans le pays.

Dans un environnement économique caractérisé par une intensification des chocs et une persistance des incertitudes conjoncturelles, la BRH, conformément à son mandat institutionnel, entend mettre en œuvre les dispositions appropriées afin d'atténuer les répercussions défavorables de cette situation sur la dynamique de l'activité économique. À cet égard, les actions des autorités monétaires demeureront principalement orientées vers des initiatives visant à favoriser l'équilibre macroéconomique et le renforcement de la stabilité du système financier. Le programme de référence (SMP) prorogé par le FMI jusqu'en juin 2027 devrait soutenir les efforts de la BRH, permettre le maintien d'un ancrage macroéconomique et institutionnel crédible et assurer la continuité de la gestion macroéconomique.

Dans cette perspective, la Banque centrale restera attentive aux impacts monétaires que pourraient induire les pressions budgétaires. Ainsi, elle poursuivra sa stratégie de résorption des surplus de liquidité, notamment à travers les bons BRH, afin de contenir les pressions inflationnistes. De même, la BRH continuera d'intervenir de manière ciblée sur le marché des changes dans le but de réduire la volatilité du taux de change et de limiter les déséquilibres susceptibles de résulter d'une progression de la demande de devises au sein de l'économie.

Ainsi, la BRH réaffirme sa volonté de contribuer activement à la relance de l'appareil productif national par l'adoption de mécanismes d'appui aux secteurs stratégiques de l'économie. Cette volonté se traduit notamment par la restructuration du programme pro-croissance, désormais articulé autour d'une approche régionale afin de favoriser une meilleure inclusion financière au niveau des villes de province. La Banque centrale entend également renforcer les dispositifs destinés à soutenir le développement des petites et moyennes entreprises haïtiennes (PME) notamment celles dirigées par des femmes, à travers des initiatives telles que le programme Booster PME III.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

2^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2025 - 2026
{ JANVIER - MARS 2026 }

SPIH

